

## Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 30333**

### Intitulé

*L'accès à la certification n'est plus possible (La certification existe désormais sous une autre forme (voir cadre "pour plus d'information"))*

MASTER : MASTER Droit de la santé

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université Paris 8 - Vincennes-Saint-Denis	Présidente de l'Université Paris VIII

### Niveau et/ou domaine d'activité

**I (Nomenclature de 1969)**

**7 (Nomenclature Europe)**

**Convention(s) :**

**Code(s) NSF :**

128 Droit, sciences politiques, 331 Santé, 120 Spécialités pluridisciplinaires, sciences humaines et droit

**Formacode(s) :**

### Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Ce Master comprend 3 parcours-type :

- Parcours Propriété industrielle et industries de santé
- Parcours Droit de la gestion des établissements de santé, sanitaires, sociaux et médico-sociaux
- Parcours Droit médical et de la santé

Le Master Droit de la santé permet aux titulaires du diplôme d'exercer dans le secteur de la santé, du social et du médico-social.

Le Parcours Propriété industrielle et industries de santé a pour objectif de certifier des juristes et des scientifiques possédant une compétence stratégique et pratique en droit de la propriété industrielle et en droit des contrats dans le domaine de la propriété industrielle et plus particulièrement dans le domaine des biotechnologies et des industries de santé.

Le Parcours Droit de la gestion des établissements de santé, sanitaires, sociaux et médico-sociaux vise à certifier les professionnels de santé (cadres de santé, médecins) à la dimension juridique des pratiques et des politiques de santé, dans le domaine de la santé publique et du droit médical.

Le Parcours Droit médical et de la santé tout en privilégiant une approche internationale et comparative, ce parcours permet l'appréhension de la discipline dans toutes ses dimensions juridiques avec une méthodologie fortement axée vers la recherche.

Compétences attestées

- Maîtriser les organisations et les acteurs du domaine de la santé du local au national et international
- Mettre en œuvre le droit de la responsabilité médicale et hospitalière, le droit de la propriété industrielle et des contrats, le droit en santé publique
- Conduire des projets et développer des stratégies en matière de la responsabilité médicale et hospitalière, de propriété industrielle, de santé publique
- Mener des analyses juridiques complexes dans le domaine du droit de la santé
- Développer des activités de conseil et de consultance en droit de la santé
- Contribuer à l'encadrement juridique des industries de santé : pratique de la recherche et de l'industrie pharmaceutique
- Concevoir, préparer et accompagner un dossier de brevet en conformité avec la législation en vigueur
- Maîtriser l'organisation juridique, le développement des ressources humaines, la gestion financière et savoir conduire la politique générale d'un établissement de santé
- Maîtriser le cadre réglementaire et les procédures administratives dans les secteurs sanitaires, sociaux et médico-sociaux
- Maîtriser les enjeux et les logiques de la stratégie et de la gouvernance dans les secteurs sanitaires, sociaux et médico-sociaux
- Développer une appréciation juridique d'une situation de responsabilité médicale
- Développer une appréciation éthique et déontologique dans son environnement professionnel
- Élaborer et conduire des démarches qualité en droit de la santé
- Garantir les droits des usagers, des patients, des chercheurs, des professionnels
- Participer à la politique de formation professionnelle des salariés
- Effectuer/accompagner un contrôle budgétaire
- Renseigner sur les procédures de mise en demeure, assignation en justice et conciliation adaptées à la résolution des litiges

Compétences transversales

- Maîtriser les techniques de recherche juridique, scientifique et technologique
- Étudier la faisabilité du projet et élaborer des propositions techniques, technologiques
- Piloter un projet
- Piloter et gérer un établissement, une structure
- Établir un diagnostic et mener les audits
- Élaborer des rapports d'expertise, des études comparatives
- Animer des équipes

## Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

- M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques
- O - Administration publique
- Q - Santé humaine et action sociale
- S - Autres activités de services
- Juriste auprès des conseils des ordres des professions de santé
- Juriste d'entreprise
- Juriste spécialiste des questions de santé
- Cadre juridique d'établissements privés
- Cadre des établissements sociaux et médico-sociaux dans le secteur privé
- Responsable d'établissements médicaux dans le secteur privé
- Directeur d'hôpital ou d'un établissement de santé privé
- Directeur ou cadre en établissement sanitaire et social
- Directeur ou cadre en établissement médico-social
- Attaché d'administration hospitalière (après concours)
- Responsable d'un service contentieux dans un établissement de santé
- Conseiller en propriété industrielle
- Consultant en droit de la santé ou en droit des activités et établissements de santé
- Formateur en droit de la santé

### Codes des fiches ROME les plus proches :

K1903 : Défense et conseil juridique

K1403 : Management de structure de santé, sociale ou pénitentiaire

K1901 : Aide et médiation judiciaire

### Modalités d'accès à cette certification

#### Descriptif des composantes de la certification :

Master Droit de la santé s'obtient en préparant des unités d'enseignement pour un total de 120 ECTS.

Le tronc commun du Master 1 Droit de la santé représente 60 ECTS (495h) distribués en 8 unités d'enseignement, réparties sur le 1er et le 2e semestres.

Le master 2 se prépare en une année. Les enseignements ont lieu du début du mois d'octobre à la fin du mois de mai. Le mémoire professionnel doit être choisi en relation avec les matières étudiées dans le master et soutenu en mai ou en septembre, à l'issue du stage en entreprise.

Le Master 2 Droit Propriété industrielle et industries de santé comporte 12 EC et un mémoire (285 heures), répartis en 4 UE.

Le master 2 Droit de la gestion des Établissements de santé comporte 295 heures, répartis en 6 UE, dont un mémoire (10 ECTS).

Le master 2 Droit médical et de la santé comporte 12 EC (220h), répartis en 3 UE et un mémoire (15 ECTS).

#### Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Enseignants du Master et un professionnel
En contrat d'apprentissage	X	
Après un parcours de formation continue	X	Enseignants du Master et un professionnel
En contrat de professionnalisation	X	Enseignants du Master et un professionnel
Par candidature individuelle	X	Enseignants du Master et un professionnel
Par expérience dispositif VAE	X	Enseignants du Master et un professionnel

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

#### LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

#### ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

### Base légale

#### Référence du décret général :

Arrêté du 25 avril 2002 relatif au master

Arrêté du 22 janvier 2014 relatif au cadre national des formations

**Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :**

Arrêté d'accréditation du 8 juillet 2015

**Référence du décret et/ou arrêté VAE :**

**Références autres :**

**Pour plus d'informations**

**Statistiques :**

**Autres sources d'information :**

<http://www2.univ-paris8.fr/droit-sante>

<http://www.univ-paris8.fr/>

**Lieu(x) de certification :**

Université Paris 8 - Vincennes-Saint-Denis : Île-de-France - Seine-Saint-Denis (93) [Saint-Denis]

**Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :**

**Historique de la certification :**

Cette fiche remplace les 3 fiches suivantes :

16054 : MASTER Domaine : Droit, économie, gestion ; Mention : Droit de la santé ; Spécialité : Droit de la gestion des établissements de santé, sanitaires, sociaux et médico-sociaux

16130 : MASTER Domaine : Droit, Économie, Gestion ; Mention : Droit de la santé ; Spécialité : Propriété industrielle et industries de santé

16131 : MASTER Domaine : Droit, Économie, Gestion ; Mention : Droit de la santé ; Spécialité : Droit médical et de la santé

**Remplacée par la fiche RNCP nationale n°31492**